

Index AI : PRE01/631/2013
02 December 2013

Écrire pour les droits : deux millions de lettres, de tweets et de SMS pour changer des vies

Écrire pour les droits, une des campagnes mondiales les plus importantes d'Amnesty International, mobilisera des centaines de milliers de personnes à travers le monde pour qu'elles envoient tout simplement une lettre dans le but de faire changer la vie des personnes en danger.

Du 6 au 17 décembre, dans plus de 80 pays, des gens vont se mobiliser en faveur de 12 personnes et communautés victimes d'atteintes aux droits humains. Ils nommeront et couvriront de honte les gouvernements coupables et leur adresseront des appels spécifiques en soutien aux personnes victimes de la répression étatique.

Amnesty International prévoit que plus de deux millions de lettres, fax, courriels, tweets et SMS seront envoyés pendant cette campagne.

« *Écrire pour les droits* est une campagne décisive, qui va au fond de l'action d'Amnesty International : agir au nom d'autres personnes, se montrer solidaires avec celles et ceux qui se dressent avec courage contre la tyrannie », a dit Salil Shetty, secrétaire général d'Amnesty International.

De l'Algérie à la Slovaquie, de Hong Kong au Maroc, la cause sera défendue par une série d'événements dont des concerts, une exposition de tags et des manifestations d'écriture de lettres qui se dérouleront sur 24 heures.

Les 12 cas, de tous les continents, couvrent une large palette de situations diverses relatives aux droits humains.

Amnesty International demande la remise en liberté de cinq prisonniers d'opinion dans cinq pays :

- Le journaliste éthiopien Eskinder Nega est en prison depuis 2008. Il purge une peine de 18 ans d'emprisonnement à laquelle il a été condamné pour « terrorisme » après avoir critiqué le gouvernement dans un discours prononcé en public en Suède.
- Le dirigeant communautaire Tun Aung a été condamné à 17 ans d'emprisonnement pour plusieurs infractions, dont « incitation à l'émeute », après qu'il eut essayé de calmer les tensions entre des bouddhistes et un groupe de musulmans.
- Trois militants russes, emprisonnés peu après les manifestations pacifiques place Bolotnaïa, ont été accusés de « participation à des émeutes de grande ampleur ».
- À Bahreïn, 13 défenseurs des droits humains ont été condamnés à des peines allant de cinq ans de prison à la prison à vie pour avoir exprimé leurs opinions et fait campagne de manière pacifique.
- Le blogueur tunisien Jabeur Mejri a été condamné en 2012 à plus de sept ans d'emprisonnement pour « atteintes aux valeurs sacrées » et « atteinte à la morale publique » après qu'il eut exprimé sur Internet

quelques opinions sur la religion.

Amnesty International milite en faveur de quatre personnes harcelées par l'État :

- La militante cambodgienne Yorm Bopha a été libérée sous caution ce 22 novembre, mais des inculpations forgées de toutes pièces pèsent toujours sur elle du fait de son action pour les droits au logement de la communauté du lac Boeung Kak.
- Miriam López, une mère de famille mexicaine, a été torturée, violée par des militaires et forcée de signer une déclaration disant qu'elle était impliquée dans un trafic de stupéfiants.
- Hakan Yaman, un chauffeur de minibus turc, a été violemment passé à tabac par la police turque lors de manifestations cette année. Il a perdu la vue à un œil.
- L'artiste transformiste bélarussien Ihar Tsikhanyuk a été roué de coups et est en permanence harcelé par la police en raison de sa campagne pour les droits des lesbiennes, des gays et des personnes bisexuelles et transgenres de son pays.

Amnesty International met l'accent sur les souffrances de trois communautés menacées :

- Des Nigériens, habitants de Badia Est, à Lagos (Nigéria), ont été expulsés de force de chez eux en février dernier lors d'une opération massive de démolition qui a touché 2 237 foyers.
- Des Palestiniens, habitants du village de Nabi Saleh, sont littéralement assiégés par des colons israéliens et sont exposés à une répression constante lorsqu'ils manifestent, chaque vendredi, contre l'occupation par Israël.
- Des Honduriens membres du COFADEH, une ONG qui enquête sur les disparitions et autres atteintes aux droits humains, sont en permanence sous surveillance et soumis à des menaces et à des agressions.

« *Écrire pour les droits* est une grande manifestation de solidarité internationale. Elle a des répercussions positives de poids sur la vie des personnes dont les droits humains sont en danger. Une lettre adressée aux autorités peut être balayée d'un revers de la main. Il est plus difficile, en revanche, de faire semblant de ne pas voir des milliers de lettres qui demandent toutes des changements en matière de droits humains. Notre expérience forte de dizaines d'années de travail de campagne montre que l'envoi de lettres permet de sauver et de changer des vies », a dit Salil Shetty.

Depuis sa création, la campagne *Écrire pour les droits* a obtenu des résultats concrets avec la remise en liberté de prisonniers d'opinion. La militante cambodgienne des droits au logement Yorm Bopha a été libérée le 22 novembre de cette année, quelques jours seulement avant le lancement officiel de la campagne. Elle avait été emprisonnée pour des motifs fallacieux.

Quelques jours après avoir retrouvé sa famille et sa communauté, elle a dit à Amnesty International : « Merci aux sympathisants d'Amnesty International ! Votre campagne a réussi, comme le montre ma libération. Mais mon affaire n'est pas close. Continuez à insister auprès du gouvernement du Cambodge afin qu'il abandonne ses poursuites. Et continuez à me soutenir et à soutenir ma communauté et d'autres au Cambodge ! C'est en travaillant tous ensemble que nous aurons les meilleurs résultats ! »

Et pour celles et ceux qui sont encore emprisonnés, les messages de soutien sont précieux :

« J'ai été enseveli sous une avalanche de lettres et de cartes postales. Au Nouvel An, j'ai passé mon temps à lire ces centaines de lettres et de cartes. Je peux affirmer que je n'en ai pas raté une seule. Ça a été un Nouvel An incroyable », a déclaré Ales Bialiatski, défenseur des droits humains emprisonné au Bélarus.

Complément d'information

La première campagne *Écrire pour les droits* d'Amnesty a été menée en Pologne, il y a 11 ans. Un groupe local de Varsovie avait rencontré une jeune fille qui lui avait raconté son expérience en Afrique, où elle

avait participé à l'organisation de séances qui duraient 24 heures et pendant lesquelles il fallait écrire des lettres de protestation aux gouvernements. Le groupe a décidé d'écrire des lettres en non-stop pendant 24 heures et de compter ensuite les lettres.

Transmise par courriel à d'autres groupes polonais, l'idée a été adoptée et a rassemblé les militants du pays tout entier. Ceux-ci ont envoyé des messages à des bureaux d'Amnesty à travers le monde ce qui, par un effet boule de neige, a débouché sur une campagne mondiale. La campagne *Écrire pour les droits* avait commencé.